

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMCOR FLEXIBLE CAPSULES FRANCE**

1 RUE DE MANTES  
92700 Colombes

Références : D3i 2025-1106  
Code AIOT : 0005701447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLE CAPSULES FRANCE implanté 21 ROUTE D'AY MAREUIL-SUR-AY BP 14 51160 Ay-Champagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR FLEXIBLE CAPSULES FRANCE
- 21 ROUTE D'AY MAREUIL-SUR-AY BP 14 51160 Ay-Champagne
- Code AIOT : 0005701447
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMCOR, implantée dans le département de la Marne sur le territoire de la commune de Mareuil-sur-Ay, exploite une unité de fabrication de capsules de surbouchage.

Le site comprend principalement un bâtiment composé de plusieurs travées abritant les unités de production et les bureaux.

L'autorisation vise principalement l'activité d'impression sur divers supports, notamment les capsules de bouchage et de surbouchage pour les spiritueux, vins tranquilles et vins effervescents.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets de COV NM	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1	Levée de mise en demeure
2	Situation administrative	AP Complémentaire du 08/06/2001, article 1.2	Sans objet
3	Rejet de COV NM	AP Complémentaire du 10/04/2024, article 2 ; 3 ; 4 et 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de suivre les échéances en cours portant sur les rejets atmosphériques de l'installation. L'exploitant a remplacé son installation de traitement des Composés Organiques Volatils (COV) par une installation nouvelle. Par sondage, son rapport de mesure des rejets atmosphériques ne montre pas d'écart. Il est proposé de lever la mise en demeure.

En lien avec ses rejets atmosphériques initialement non conformes, un arrêté préfectoral complémentaire (APC) avait été pris en 2024. L'évolution de l'installation constatée au cours de la visite, rendent les prescriptions dès à présent inadaptées. Il est proposé d'abroger l'APC de 2024.

Le tableau de la nomenclature de l'exploitation n'est plus à jour. Il est proposé d'acter sa mise à jour au moyen d'un arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets de COV NM

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE COV NM
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société AMCOR, dont le siège social est situé 17 place des Reflets à Courbevoie, est mise en demeure, pour ses installations situées à Mareuil-Sur-Ay, de trouver une solution pérenne aux dépassements de la Valeur Limite d'Émission en Composés Organiques Volatiles Non Méthaniques en sortie de l'incinérateur, sous 6 mois.
<b>Constats :</b>

La présente visite d'inspection s'inscrit dans la continuité des précédentes, soit des visites d'inspection du 17 décembre 2020, du 3 mai 2022 et du 4 mars 2024. Le sujet porte sur le respect des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) sur le paramètre des Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COV NM).

L'exploitant a mis en service, depuis le 28 août 2025, sa nouvelle installation de RTO (oxydateur thermique régénératif). Ce projet d'installation nouvelle est issu d'une série d'études et de réparations de l'ancien RTO qui n'ont pas permis à l'exploitant d'être conforme à ses VLE depuis la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-MD-005-IC du 28 janvier 2021. Les rapports d'inspection sus-cités font état de la chronologie de ces événements.

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des rejets atmosphériques daté du 6 octobre 2025 pour des mesures réalisées le 8 septembre 2025. Par sondage, il n'est pas constaté d'écart aux VLE de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2001-A-45-IC du 8 juin 2001.

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne de lever la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/06/2001, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Tableau de la nomenclature ICPE

### **Prescription contrôlée :**

Tableau de la nomenclature ICPE présent à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2001-A-45-IC du 8 juin 2001.

### **Constats :**

Le tableau de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) présent dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2001-A-45-IC du 8 juin 2001 n'est plus à jour. Ce constat a été établi au cours de la précédente visite d'inspection du 4 mars 2024.

Par courriel du 10 juillet 2024, l'exploitant a transmis une proposition de mise à jour de ce tableau.

Les modifications proposées sont les suivantes :

- la rubrique n°2450 reste soumise au régime de l'autorisation mais avec un volume d'impression par héliogravure passant de 1500 kg/jour à 600 kg/j ;

- la rubrique n°1978 relative à la consommation de solvants est ajoutée (régime de la déclaration). La rubrique a été créée ultérieurement à l'acte ;

- la rubrique n°2560 relative au travail mécanique des métaux passe d'une puissance totale des machines de 200 kW à 589,5 kW. Le régime de classement reste inchangé (régime de la

déclaration) ;

- la rubrique n°2910 relative aux installations de combustion est ajoutée (régime de la déclaration).

Les seuils de classement ont été révisés ultérieurement à l'acte ;

- la rubrique n°2940 relative à la pulvérisation d'encre passe d'une quantité consommée de 60 kg/j à 40 kg/j. Le régime de classement reste inchangé (régime de la déclaration) ;

- la rubrique n°1432 a depuis été supprimée de la nomenclature puis remplacée par la rubrique n°4331. Le site est classé sous le régime de la déclaration avec 55 tonnes de quantité totale de liquides inflammables.

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne d'acter la mise à jour du tableau de la nomenclature ICPE au moyen d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Rejet de COV NM

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/04/2024, article 2 ; 3 ; 4 et 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des prescriptions complémentaires

**Prescription contrôlée :**

#### **ARTICLE 2 : SCREENING DES COV**

Un screening complet des Composés Organiques Volatils (COV) canalisés et diffus est réalisé par l'exploitant sur son site de Aÿ-Champagne.

Les résultats et l'interprétation de ce screening sont transmis aux services de l'inspection des installations classées de la Marne dans un délai de 5 mois à compter de la date de cet arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 3 : ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES**

Une Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) sur les rejets atmosphériques canalisés et diffus du site de Aÿ-Champagne est réalisée. Cette ERS est réalisée en hypothèses majorantes en prenant en compte les dépassements en concentration et en flux horaire connus pour les COV depuis les 4 dernières années.

Les résultats de l'ERS sont transmis aux services de l'inspection des installations classées de la Marne dans un délai de 5 mois à compter de la date de cet arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 4 : CHOIX DU TRAITEMENT DES COV ET PLAN D'ACTIONS**

Le choix de la technologie de traitement des COV qui sera installée sur le site (RTO, charbon actif, autre...) doit être justifié par rapport au screening réalisé (article 2) et à l'ERS (article 3). Un calendrier de réalisation des travaux doit être défini avec un engagement sur les délais.

Le choix de la technologie de traitement des COV, les justifications associées et le calendrier de réalisation des travaux sont transmis aux services de l'inspection des installations classées de la Marne dans un délai de 6 mois à compter de la date de cet arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 6 : ÉCHÉANCES**

Ce tableau récapitule les principales échéances fixées dans le présent arrêté complémentaire :

Articles	Type de mesure	Date d'échéance
----------	----------------	-----------------

Article 2	Screening des COV : remise de l'étude	5 mois
Article 3	Évaluation des risques sanitaires : remise de l'étude	5 mois
Article 4	Justifications de la technologie de traitement des COV et calendrier des travaux	6 mois
[...]		

#### Constats :

Par courriel du 10 juillet 2024, l'exploitant a transmis :

- une évaluation des risques sanitaires (ERS) réalisée par un prestataire externe ;
- le choix de la technologie de traitement des COV et un calendrier des travaux.

Par courriel du 29 juillet 2024, l'exploitant a transmis :

- un screening COV réalisé par un prestataire externe.

L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas mis à jour son ERS suite à la réception du screening COV. En effet, cette démarche aurait permis d'établir une ERS avec les émissions réelles de l'installation.

Toutefois à date de la visite, l'exploitant a changé son dispositif de traitement des COV et il n'a pas été constaté d'écart aux valeurs limites d'émissions (cf constat n°1). Les prescriptions contrôlées sont désormais inadaptées.

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne d'abroger l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-APC-72-IC du 10 avril 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite